Emplois d'avenir professeur

Les emplois d'avenir professeur (EAP) constituent un dispositif à caractère social dont l'objectif est de favoriser l'insertion professionnelle d'étudiants disposant d'un faible niveau de ressources dans des emplois d'enseignants où les besoins de recrutement seront élevés au cours des prochaines années. Le recrutement de jeunes boursiers poursuivant leurs études universitaires permettra de redynamiser le recrutement dans l'enseignement, tout en donnant aux étudiants concernés les moyens de poursuivre leurs études en s'immergeant dans le milieu professionnel qu'ils ont choisi.

I. Le dispositif des EAP

1. Textes applicables aux emplois d'avenir professeur

- La loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir a modifié le code du travail (articles L. 5134-120 et suivants) et le code du travail applicable à Mayotte (articles L. 322-55 et suivants) pour créer les EAP.
- Plusieurs décrets du 15 janvier 2013 et des arrêtés du 18 janvier 2013 ont fixé les modalités d'application de la loi.
- La circulaire n° 2013-021 du 15 février 2013 a précisé les modalités de mise en œuvre du dispositif.
- Enfin, les notes de la direction générale des ressources humaines des 28 mars, 28 mai et 17 juillet 2013 ont apporté aux services académiques des compléments d'information sur l'obligation de formation et le temps de travail notamment.

2. Régime juridique des EAP

Les EAP sont des contrats de droit privé relevant du code du travail. Ils sont régis par les règles applicables aux contrats uniques d'insertion – contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), dits « contrats aidés », lorsque la loi du 26 octobre 2012 et l'ensemble des textes pris pour son application n'en disposent pas autrement.

Les EAP sont soumis au régime de droit commun des CUI-CAE :

- comme tous les contrats aidés, l'EAP comporte une obligation de formation. Dans le cas des EAP, cette obligation se traduit par la poursuite par chaque étudiant de sa formation universitaire, les missions d'appui éducatif qui lui sont confiées, le suivi et l'accompagnement par un tuteur dans son établissement d'exercice et la délivrance d'une attestation d'expérience professionnelle en fin d'engagement ;
- les établissements recruteurs perçoivent l'aide à la formation et à l'insertion professionnelle et bénéficient d'une exonération de charges.

→ Les étudiants sous contrat d'EAP renouvelés à la rentrée scolaire 2014 seront électeurs aux comités techniques dans le cadre du renouvellement général 2014 (cela n'est pas le cas pour ceux recrutés à compter du 1^{er} octobre 2014 qui ne bénéficieront pas des conditions d'ancienneté requises). Ils ne sont en revanche pas électeurs pour les commissions consultatives paritaires, celles-ci ne concernant que les contractuels de droit public soumis aux dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 fixant les dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat.

Les EAP font l'objet d'exceptions au régime des CUI-CAE en ce qui concerne :

- les objectifs poursuivis par les EAP et les critères d'éligibilité qui en résultent. Ainsi, les EAP sont réservés aux étudiants boursiers sur critères sociaux de l'enseignement supérieur, âgés de 25 ans au plus (ou de 30 ans au plus pour les étudiants en situation de handicap), inscrits en université en 2^{ème} ou 3^{ème} année de licence ou en 1^{ère} année de master.

Bénéficiaire d'une priorité de recrutement les candidats

- effectuant leurs études dans une académie ou dans une discipline connaissant des besoins particuliers de recrutement,
 - et justifiant soit d'avoir résidé pendant au moins deux ans dans une zone urbaine sensible, une zone de revitalisation rurale, un DOM ou Saint-Barthélemy, Saint-Martin ou Saint-Pierre-et-Miquelon, ou avoir étudié pendant au moins deux ans dans un établissement d'enseignement du second degré situé dans l'une de ces mêmes zones ou relevant de l'éducation prioritaire ;
- la sélection des candidats par une commission académique ad hoc ;
 - la détermination des établissements pouvant recevoir des EAP : écoles, EPLE, établissements d'enseignement privés sous contrat et établissements d'enseignement agricole publics ou privés ;
 - la durée des contrats fixée à douze mois (sauf pour la 1^{ère} campagne de recrutement puisqu'elle a débuté en cours d'année universitaire) ; ils sont renouvelables dans la limite de trente-six mois ;
 - l'exercice par l'étudiant des seules activités d'appui éducatif, différentes selon son niveau d'études et selon qu'il exerce dans le premier ou le second degré ;
 - l'engagement de l'étudiant à poursuivre sa formation universitaire et à se présenter à un concours de recrutement d'enseignants ; le cas particulier de la fin de contrat avant l'échéance si l'étudiant est reçu au concours ;
 - une durée hebdomadaire de travail limitée à 12 heures, dont 3 heures de préparation des interventions, pour permettre à l'étudiant de réussir ses études et le concours ; la possibilité de la faire varier durant le contrat ;
 - la possibilité pour l'étudiant de cumuler plusieurs sources de revenus : bourse sur critères sociaux, rémunération de l'EAP (1/3 du SMIC soit environ 490 euros bruts mensuels) et bourse de service public (2 604 euros par an).

3. Les droits sociaux des étudiants recrutés par des contrats EAP

Il convient de distinguer deux cas de figure :

- Le contrat EAP couvre intégralement la **période du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante** : Dans ce cas, l'affiliation à la Sécurité sociale étudiante (ainsi que la cotisation forfaitaire) n'est pas nécessaire. L'affiliation s'effectuera uniquement sous le régime général en qualité de salarié avec les cotisations et la protection sociale afférentes (prestations en nature et en espèces).

Les prestations seront versées à l'étudiant par la CPAM dont il relève.

Si, au moment de l'inscription à l'université, l'étudiant n'est pas en mesure de fournir les justificatifs demandés (contrat de travail et attestation officielle lui conférant la qualité de boursier), l'université peut lui demander de s'acquitter de la cotisation sécurité sociale étudiante, à charge pour lui d'en demander le remboursement dès qu'il sera en mesure de fournir les documents nécessaires.

- Le contrat EAP démarre à une **date postérieure au 1er octobre** :

Dans ce cas, l'affiliation à la Sécurité sociale étudiante est obligatoire (avec une exonération de la cotisation dans la mesure où les étudiants bénéficiant d'un contrat EAP sont boursiers).

Cette affiliation au régime étudiant couvre la totalité de l'année universitaire, soit du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante. La signature d'un contrat de travail au cours de cette période n'aura aucune conséquence sur son affiliation. L'étudiant restera affilié au régime étudiant pendant toute l'année universitaire et il ne pourra prétendre qu'au versement, par une des deux mutuelles étudiantes habilitées, de prestations en nature (remboursement de soins maladie-maternité). Ce régime n'ouvre pas droit aux prestations en espèces (indemnités journalières en cas d'arrêt de travail) malgré les cotisations précomptées sur le salaire EAP et ce jusqu'à la fin de l'année universitaire.

Si le contrat EAP est reconduit, l'étudiant pourra demander son affiliation au régime général en qualité de salarié et bénéficier de ce fait des prestations afférentes (en nature et en espèces).

II. Bilan des campagnes de recrutement au 30 janvier 2014

Deux campagnes de recrutements ont été organisées.

I] Campagne 2013 (période du 1^{er} janvier 2013 au 30 septembre 2013, une première dotation de 4 000 emplois d'avenir professeur (EAP) :

Le dispositif des emplois d'avenir professeur a été initialisé durant le premier semestre 2013 une fois publié l'ensemble des textes d'application de la loi.

Cette première dotation de 4 000 EAP a été répartie ainsi :

- 58% pour le premier degré (soit 2 333 EAP), dans 15 académies identifiées comme prioritaires ainsi qu'à Mayotte.
- 42% pour le second degré (1 667 EAP), pour l'ensemble des académies, dans 4 disciplines identifiées comme prioritaires.

Afin de favoriser la montée en charge du dispositif, la répartition entre degrés d'enseignement et académies a été assouplie.

Principaux résultats de cette première campagne :

- 3 183 contrats signés de février à juin 2013 soit près de 80% du contingent de 4 000 EAP répartis ainsi :
 - o 1 687 dans le premier degré
 - o 1 496 dans le second degré
- **Répartition homme / femme** : dans le premier degré, les femmes représentaient 85% des contrats signés. Dans le second degré, si les femmes représentaient globalement 2/3 des contrats signés (toutes disciplines confondues), elles représentaient environ 80% en lettres et 52% en mathématiques.
- Dans le second degré, les **disciplines prioritaires** représentaient **63%** des contrats effectivement signés (23,5% des contrats signés concernent des étudiants en lettres, 19,5% en mathématiques, 18% en anglais et 1,8% en allemand).
- S'agissant du **niveau d'études**, 45% des contrats signés l'ont été pour des étudiants en L2, 37% pour des étudiants en L3 et 18% pour des étudiants en M1. Répartition analogue pour les deux degrés.

1 968 étudiants bénéficiant d'un EAP au titre de ce premier contingent ont fait l'objet d'un renouvellement à la rentrée 2013.

II] Campagne 2013-2014 (période du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014, une dotation complémentaire de 6 000 emplois d'avenir professeur (EAP) :

La campagne 2013-2014 a été lancée par le ministère dès la fin du mois de mai 2013 afin que les étudiants puissent prendre leurs fonctions au 1^{er} octobre 2013.

Les recteurs ont alors été invités à proposer un renouvellement de contrat aux étudiants susceptibles d'en bénéficier.

Il leur a également été demandé de réunir dès le mois de juin les commissions académiques chargées de choisir, parmi les candidatures transmises par les universités, les étudiants aptes à bénéficier de ces contrats.

Principaux résultats de la seconde campagne :

Au 30 janvier 2014, les nouveaux contrats signés s'établissent à 4 918 se répartissant ainsi :

- 2 759 dans le premier degré
- 2 159 dans le second degré

La campagne de recrutement s'étant prolongée jusqu'au début de l'année 2014, un certain nombre de contrats sont encore en cours de signature.

- **Répartition homme / femme** : dans le premier degré, les femmes représentent 86% des contrats signés. Dans le second degré, si les femmes représentent globalement 63% des contrats signés (toutes disciplines confondues), elles représentent environ 84% en allemand et 44% en mathématiques.
- Dans le second degré, les **disciplines prioritaires** représentent 47% des contrats signés et affectés (17% des contrats concernent des étudiants en lettres, 11,6% en mathématiques, 16,8% en anglais et 1,7% en allemand).
- S'agissant du **niveau d'études**, 30% des contrats signés l'ont été pour des étudiants en L2, 37% pour des étudiants en L3 et 32% pour des étudiants en M1.

RECRUTEMENTS EAP CONTINGENT RS 2013 (6 000 EAP)

	Nouveau contingent rentrée 2013	Rappel des candidatures retenues (commissions de juin 2013 à décembre 2013)	Contrats signés (hors renouvellements)	signés % contingent
	TOTAL (1er et 2nd)	TOTAL (1er et 2nd)	TOTAL (1er et 2nd)	TOTAL (1er et 2nd)
AIX-MARSEILLE	289	341	254	87,8%
AMIENS	319	111	86	27,0%
BESANCON	60	103	96	160,0%
BORDEAUX	104	152	151	145,2%
CAEN	70	102	85	121,4%
CLERMONT-FERRAND	60	169	76	127,5%
CORSE	60	84	58	96,7%
CRETEIL	742	565	391	52,7%
DIJON	139	155	155	111,5%
GRENOBLE	206	294	235	114,1%
GUADELOUPE	60	35	24	40,0%
GUYANE	246	123	81	33,0%
MARTINIQUE	60	35	21	35,0%
LILLE	349	530	342	98,0%
LIMOGES	60	82	56	93,3%
LYON	307	460	345	112,5%
MAYOTTE	80	76	76	95,0%
MONTPELLIER	266	442	339	127,5%
NANCY-METZ	197	291	247	125,3%
NANTES	216	278	159	73,5%
NICE	60	174	94	156,7%
ORLEANS-TOURS	236	291	218	92,2%
PARIS	310	311	314	101,4%
POITIERS	106	155	119	112,0%
REIMS	95	64	64	67,4%
RENNES	144	418	177	122,9%
REUNION	229	77	77	33,7%
ROUEN	182	301	218	119,8%
STRASBOURG	73	125	88	119,9%
TOULOUSE	60	130	113	189,2%
VERSAILLES	615	187	159	25,9%
TOTAL ACADEMIES	6 000	6 661	4 918	82,0%

Date : 30 janvier 2014

Source : enquête DGRH auprès des académies.

NB : Au-delà du contingent notifié au titre de la rentrée 2013, les académies ont pu recruter sur des supports vacants relevant du contingent de janvier 2013.

Répartition des 4 918 contrats signés entre 1er et 2nd degré (sur les 6 000 EAP contingent RS 2013)								
	Contrats signés (hors renouvellements)			dont dans le 2nd degré (répartition par discipline)				
	1ER DEGRE	2ND DEGRE	TOTAL (1er et 2nd)	LETTRES	MATHEMATIQUES	ANGLAIS	ALLEMAND	AUTRES DISCIPLINES
AIX-MARSEILLE	142	112	254	15	8	11	1	77
AMIENS	62	24	86	3	2	3	0	16
BESANCON	45	51	96	8	3	10	0	30
BORDEAUX	77	74	151	11	6	11	2	40
CAEN	59	26	85	2	2	3	1	18
CLERMONT-FERRAND	23	53	76	14	7	12	1	20
CORSE	33	25	58	1	1	3	0	20
CRETEIL	257	134	391	7	10	20	0	97
DIJON	86	69	155	9	4	21	7	28
GRENOBLE	141	94	235	9	15	13	0	57
GUADELOUPE	0	24	24	4	3	1	0	14
GUYANE	68	13	81	0	2	3	0	9
MARTINIQUE	0	21	21	2	2	6	0	10
LILLE	179	163	342	21	10	26	0	106
LIMOGES	26	30	56	4	9	2	0	15
LYON	231	114	345	24	3	15	4	68
MAYOTTE	53	23	76	8	4	7	2	2
MONTPELLIER	210	129	339	13	11	8	0	96
NANCY-METZ	137	110	247	18	8	25	3	56
NANTES	85	74	159	10	7	21	2	36
NICE	9	85	94	17	6	10	0	52
ORLEANS-TOURS	148	70	218	6	6	8	0	50
PARIS	138	176	314	52	21	31	3	91
POITIERS	70	49	119	7	10	10	0	20
REIMS	38	26	64	2	0	2	1	21
RENNES	96	81	177	12	6	23	1	39
REUNION	42	35	77	6	3	16	1	9
ROUEN	126	92	218	8	8	9	0	68
STRASBOURG	9	79	88	19	11	11	5	33
TOULOUSE	57	56	113	9	1	11	3	32
VERSAILLES	112	47	159	6	11	5	0	25
TOTAL ACADEMIES	2 759	2 159	4 918	327	200	357	37	1 255
Date : 30 janvier 2014								
Source : enquête DGRH auprès des académies.								
NB : la différence entre le nombre de contrats signés dans le 2nd degré et le nombre de contrats par discipline s'explique par des remontées partielles des académies sur le champ "contrats par discipline" par rapport au champ "contrats signés"								